

Zeitschrift: Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde
Herausgeber: Historische und Antiquarische Gesellschaft zu Basel
Band: 11 (1912)

Artikel: Aus den Papieren des Samuel Ryhiner
Autor: Bourcart, Ch.
Kapitel: Brief Nr. 1 - 10
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-112376>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

1. Oberst Karl von Ryhiner an Samuel Ryhiner.

Berne 3^{ème} mars 1797.

Voici, Monsieur, trois semaines que je suis retenu au lit pour une maudite playe à la cheville du pied qui m'a empêché de pouvoir écrire et de vous remercier pour la bonne nouvelle de la capitulation de Hunigen¹⁾ dont j'ai rendu grâce à la Providence étant convaincu que s'il y eut un assaut notre neutralité auroit été compromis²⁾ ou même votre ville canoné ou bombardé, en menageant St Jean et pour cause.³⁾ Oui, mon cher, c'étoit la meilleure nouvelle que vous pouviez me donner, aussi ai-je été bien sensible à votre obligeante attention et lettre qui m'a apris divers détail que Mr de Tavel⁴⁾ n'avoit pas pu encore mander.

Il y a environ 18 jours que l'on vint me dire que messieurs les inculpés avoient été condamné à 6 ans de Rasthaus et je scus que toute la ville ici en étoit indigné n'étant pas une punition pour des officiers qu'els fussent, aussi y ajouta-t-on pas croyance et effectivement ce bruit tomba le lendemain. Je pensai aussi que vous m'auriez participé de votre indignation et n'eus-je pas été au lit je vous aurois instruit de ce bruit.⁵⁾ Maintenant, sur

¹⁾ Der Brückenkopf von Hüningen war am 4. Februar von den Franzosen an die Österreicher übergeben worden gemäss Kapitulation vom 1. Februar.

²⁾ Bekanntlich war diese Neutralität beim Sturme auf den Brückenkopf in der Nacht vom 30. November auf 1. Dezember 1796 von den Österreichern verletzt worden.

³⁾ In der St. Johannvorstadt wohnte Samuel Ryhiner selbst und sein Schwiegervater Bürgermeister Peter Burckhardt. Der französische Botschafter Barthélémy wohnte im Hause des Peter Ochs in der Neuen Vorstadt, welche auch zum St. Johannquartier gehörte, was die Franzosen zur Schonung dieses Stadtteils veranlasst haben würde.

⁴⁾ Seit dem 8. Januar 1797 kommandierte Oberstlieutenant Peter Ludwig von Tavel das Berner Kontingent in Basel.

⁵⁾ Es handelt sich um den Prozess gegen die Basler Offiziere, welche bei der Neutralitätsverletzung beim Hüninger Brückenkopf in der Nacht vom

vosre chere derniere du 1^{er} de mars, je crois que l'on a fait courir ici ce bruit par quelqu'un de vos Français pour voir ce qu'on en diroit ici, car cela est assez leur manie. Non, est-il possible qu'un G^d T.¹⁾ aille ainsi se souiller; je regrete d'avoir été chez ce vilain qui, je parie, sera intérieurement meprisé de son cher voisin et locataire²⁾ et n'envoyez au moins jamais un pareil député ici, on luy feroit avanie.

Après tout cela vous pouvés juger le plaisir que vous m'avés fait de m'avoir envoyé la sentence de ces messieurs; je suis au moins charmé d'y voir qu'aucun n'y est fletri puisque Burkard reste du gouvernement ou il pourra sieger dans 2; dennoch ist er vom Militare entsetzt, c. a. d. cassé; cela me paroit contradictoire; der Obrist entlassen c. a. d. démis ou congedié, nemlich nicht in Ehren entlassen;³⁾ tout cela me paroit pourtant dur s'ils ne sont coupable que d'imprudence; au reste on ne peut pas juger d'une sentence quand on ignore ce dont ils ont été accusés et convaincu; toutefois, connoissant la passion qui les a jugé, je les plaints; veuillés le dire à Mr Burkard en l'assurant de mes compliments et amitiés.

Il nous est arrivé ici un Mr Talbot⁴⁾ cy-devant secré-

30. Nov./1. Dez. kompromittiert worden waren (s. C. Wieland: „Ein Staatsprozess aus den letzten Tagen der alten Eidgenossenschaft.“ Basler Jahrbuch 1893.)

¹⁾ G^d T. = Grand Tribun = Oberstzunftmeister = Peter Ochs, der sich gegen die angeklagten Offiziere sehr gehässig zeigte (s. C. Wieland, Staatsprozess, p. 18 ff., 61 ff.). Er hatte allerdings viel härtere Strafen vorgeschlagen, namentlich wollte er die drei Offiziere zum Zuchthaus verurteilt wissen. St.-Arch. Basel: Ratsprot. 1797, p. 68 ff.

²⁾ Barthélemy, der französische Botschafter; er hatte das Haus des Peter Ochs in der Neuen Vorstadt gemietet.

³⁾ Oberstlieutenant Kolb, der in der Nacht des Sturmes auf den Brückenkopf von Hüningen den Schweizerposten in Klein-Hüningen kommandierte, wurde entlassen; Major Daniel Merian wurde stillgestellt und Jägerhauptmann Joh. Rud. Burckhardt (vom Kirsgarten) wurde entsetzt und ihm der Besuch des Grossen Rates bis zwei Jahre nach dem Frieden untersagt (s. Wieland cit. Ochs: „Geschichte der Stadt und Landschaft Basel“, VIII, p. 213). Am 26. Dezember 1796 waren Kolb und sein Sohn sowie Burckhardt verhaftet worden; Merian erst am 12. Januar 1797 (s. St.-Arch. Basel: Ratsprot. 1796, p. 467; 1797, p. 10, 17).

⁴⁾ James Talbot hatte als Sekretär Lord Malmesburys an den Friedensunterhandlungen teilgenommen, die im Laufe des Herbste 1796 in Paris ge-

taire d'ambassade de Malmesbury¹⁾ à Paris et maintenant présentée par Mr Wikham²⁾ comme secrétaire du ministre accrédité auprès du Corps Helvétique, avec néanmoins l'autorisation du royaume d'Angleterre de correspondre directement avec le ministère d'Angleterre et patenté à cet effet avec le grand sceau de la Grande Bretagne inclus dans une boîte d'argent gros comme le fond d'une assiette. Cependant on ignore qu'il soit chargé de quoi que ce soit pour nous, mais on croit que l'Angleterre, craignant que l'Empereur ne fasse sa paix séparé, voudra avoir sous quelque prétexte quelqu'un près de Barthelemy ou a porté de renouer ou négocier ce qui fut interrompu à Paris et peut-être que Wikham ne sait pas lui-même ce dont Talbot est chargé.

Mr le banneret Fischer³⁾ a fait son rapport et n'a pas su assé se louer des honneurs et amitiés qu'on lui a faits, cependant pas trop content de la manière qu'on a agi pour la procédure envers les représentants qu'on ait appelés et puis mis de côté d'une façon qui auroit mérité qu'ils fussent parti incontinent si ce n'eut été qu'il ne faut pas que nous ayons seulement l'air d'être en mesintelligence entre les cantons.⁴⁾ Mr le banneret Fischer m'a aussi dit combien il a été comblé d'amitié dans votre maison.

führt, vom Direktorium aber Mitte Dezember jäh abgebrochen worden waren (s. Sybel: „Geschichte der Revolutionszeit“ 4, p. 320 und 356 ff.). Talbot war, was für Legationssekretäre nicht üblich, für seine Mission in die Schweiz mit einem besondern Beglaubigungsschreiben des Königs, dd. St. James Palace, 24. Januar 1797, versehen (s. Kopie des Kreditivs St.-Arch. Basel: Politisches Y. 2, 45).

¹⁾ Lord Malmesbury, einer der tüchtigsten englischen Diplomaten damaliger Zeit, führte im Herbst 1796 in Paris und wieder im Sommer 1797 in Lille vergebliche Friedensunterhandlungen mit Frankreich.

²⁾ William Wickham, britischer Gesandter in der Schweiz von 1795 bis Ende 1797 und dann wieder 1799.

³⁾ Emanuel Friedrich von Fischer, alt Venner, eidg. Représentant in Basel, Oktober 1796 bis Januar 1797.

⁴⁾ Die eidg. Représentants nahmen in der Regel an den Beratungen des XIII Rates teil, wenn es sich um militärische Angelegenheiten oder um Fragen, welche die Neutralität betrafen, handelte; sie wurden aber zur Urteilsprechung über die bei der Hüninger Brückenkopfaffäre kompromittierten Offiziere nicht zugezogen, weil der Kleine Rat für sich allein das Recht in Anspruch nahm, über baslerische Offiziere zu Gericht zu sitzen; dies veranlasste einige Reibung und Misstimmung bei den Représentants (s. Wieland, Staatsprozess

Il faut qu'entre nous je vous communique une plainte de plusieurs de nos membres d'Etat qui ont été a Basle lors de la reddition de Huniguem, qui ont dit qu'a la porte et a l'auberge ils ont donné comme de coutume leur noms, mais qu'ensuite est venu un chiffon de billet: permis a Mr..... de pouvoir rester, a l'un 2 a l'autre 3 ou 4 jours en ville et pas de plus, ce qui, comme de raison, les a fortement choqué qu'on leur ait ainsi determiné leur depart. Plusieurs ne s'en sont pas embarrassé et sont resté plus longtems que la permission ne le portoit; ils demandent qu'on établisse maintenant cette permission aussi ici envers les Baslois, d'autant plus que les Baslois n'ont pas la raison de venir voir leur garnison comme eux Bernois l'avoit pour aller à Basle; je comprends que c'etoit une loi de police generale établie envers chacun par rapport a la crise et deffaut de vivres ou vous etiez, neanmoins le directeur de cette police aurait du distinguer et ne pas ainsi renvoyer des membres de l'Etat qui avec plaisir avoient voté pour voler à votre secours et reellement j'observe que du depuis il y a de l'humour contre votre Etat et cette sentence sera fortement critiquée.¹⁾ Vous pouvés en parler à de Tavel²⁾ que je vous en ai écrit et auquel sans doute ils s'en seront plaints.

cit. p. 55—58. — F. v. Wyss: „Leben der beiden Bürgermeister D. v. Wyss“ I, p. 165. — A. v. Tillier: „Geschichte Berns“ 5, p. 535. — St.-Arch. Basel XIII Prot. C. 1, 6, p. 131).

¹⁾ Alle in Basel damals ankommenden Fremden mussten zum Aufenthalte, auch nur für wenige Tage, eine Bewilligung der Aufsichtskommission erhalten. Wie auch aus andern Privatkorrespondenzen aus jener Zeit hervorgeht, hatten sich eine ganze Anzahl Berner Patrizier und Offiziere in jenen Tagen nach Basel begeben, um dem Schauspiele der Beschiessung des Hüninger Brückenkopfs beizuwohnen. Ratsherr Peter Vischer, Präsident der Aufsichtskommission, scheint diesen Bernern gegenüber nicht die Coulanz gezeigt zu haben, die Miteidgenossen, welche das Hauptkontingent der Zuzugstruppen geliefert, hätte erwiesen werden dürfen. Es scheint uns nicht ausgeschlossen, dass Vischer, von seinem Schwager Ochs beeinflusst, dieses Verhalten absichtlich angenommen habe, da Ochs die koalitionsfreundliche Gesinnung der Berner verdächtig war und er bei der sogenannten Brückenkopffäre Verrat gewittert hatte. Für die Neutralitätsverletzung wurde auch später dem Venner Fischer von Bern, eidgenössischem Repräsentanten, und dem Obersten von Gross von Bern, Kommandanten des Zuzuges, die Hauptschuld zugeschrieben, so durch Remigius Frey, als er sich im Frübjahr 1798 als Gesandter Basels zu Gunsten seines Schwiegervaters J. R. Burckhardt v. Kirsgarten in Paris verwendete (Strickler I, p. 832 sub 17).

²⁾ Siehe Anm. 4, p. 25.

(Am Rand: Je viens d'apprendre que de Tavel est de retour.) Il est sorti à Paris un fulminant libelle contre Berne ou je suis, a ce qu'on m'a dit, aussi fortement attaqué et calomnié¹⁾ par un certain La Harpe,²⁾ cousin du général³⁾ et cy-devant informateur des princes du Czar; j'ai écrit à Paris pour l'avoir, quand je l'aurois, si vous êtes curieux, je vous l'enverrai.

Je vous avertis, mon cher ami, comme négociant, que nous sommes ici mal dans les finances de particuliers; voici qu'il éclos 4 nouvelles discussions de particulier et entre-autre la hoirie de feu Mr le banneret de Graffenried; prenés au moins garde à qui vous confiés; pour moi je ne scâis bientôt plus à qui me confier. Les fonds de France ont fait beaucoup de mal ici et la chute de ceux de l'Empereur en feroit encore d'avantage; quoique je perde près de 100 Louis de rente viagers en France j'en ai vendu pour casi autant en 1789 et 90 à peu de perte et m'en suis tiré heureusement et tenu à mes fonds du pays et quelques actions contre l'Empereur, qui perdent, mais que je ne veux pourtant pas vendre encore; cependant si vous apreniés quelquechose de bien periclitant à cet égard, comme vous êtes plus à porté de l'apprendre que moy, veuillés me faire la grace de m'en aviser d'abord; je vous serois fort obligé.

Quoique je ne suis plus allité, je suis encore retenu en chambre; j'espere en tout cas sur le fameux Jurini⁴⁾ qui

¹⁾ C. v. Ryhiner war 1786—1792 Landvogt von Morges. In seinem *Essai sur la Constitution du Pays de Vaud*, 2. Band, p. 65, Anm., zitiert ihn F. C. Laharpe unter den von seinem Standpunkt aus schlechten Landvögten.

²⁾ Frédéric César de la Harpe, der bekannte Agitator, Hauptanstifter der waadtländischen Revolution und späterer helvetischer Direktor; war vorher Gouverneur der Grossöhne der Kaiserin Katharina von Russland gewesen.

³⁾ Amédée de la Harpe, Herr zu Yens, nahm im Jahre 1791 an den revolutionsfreudlichen Kundgebungen im Waadtland hervorragenden Anteil und wurde von den Bernern in contumaciam zum Tode verurteilt, seine Güter konfisziert; er floh nach Frankreich, nahm dort Dienst in der Armee, avancierte rasch zum Divisionsgeneral und fiel in Italien im Jahre 1796 (19 Floréal, an IV).

⁴⁾ Herr Jurine, Wundarzt von Genf, erhielt am 28. Januar 1797 die Bewilligung, seine Kunst in Bern auszuüben (St.-Arch. Bern: Ratsmanual 450, p. 292); am 17. Februar gleichen Jahres erteilten ihm Grosser und Kleiner Rat

vient s'établir ici moyenant le titre de professeur et mille francs de pension que lui donne l'Etat.

J'ai encore les soies rouge de madame votre mere a ma jambe et n'ai plus eu de grampes du depuis.¹⁾

Recevés mille compliments etc.

Ryhiner, colonel.

2. Oberst Ryhiner an S. Ryhiner.

Berne 28^e janvier 1798.

Monsieur et très cher ami!

Le général Wyss²⁾ est revenu hier d'Yverdun sans avoir rien fait et tout le Pays de Vaud jusques Avenche est révolutionné.³⁾ Deux bataillons de nos troupes allemandes sont postés à Morat et les 4 autres en deça de Morat et Gümene. Nous avons aussi 4 bataillons vers Buren, Arberg, Nidau et Cérlier et d'autres tout prêt à défendre Soleure et l'Ergeu.

La rapidité avec laquelle le Pays de Vaud s'est révolutionné nous prouve que cela étoit bâclé et irrémissible et si, au lieu d'employer la confiance, nous y eussions mis des troupes sur pied, je crois que nous (eussions) retardé la chose, mais nous ne l'aurions pas pu empêcher et, par la division de nos forces à 30 lieu d'ici, nous nous serions si tellement affaiblis que nous aurions eu de la peine à défendre la capitale et le pays allemand. Maintenant au moins tout le pays s'étant bien prononcé pour se défendre contre les Français,⁴⁾ nous espérons de pouvoir résister aux peu de brouillons interi-

den Titel Professor und ein Gehalt von 400 Kronen, wenn er nach Bern komme (St.-Arch. Bern: Polizeibuch 20, p. 394). Im Januar 1798 musste er das Feldlazaret in Murten und ein grosses Lazaret in Bern einrichten (Berner Taschenbuch 1910, p. 269, Anm. 70).

¹⁾ K. v. Ryhiner war im November 1796 in Basel gewesen (s. Anm. 2, p. 10); die Mutter Ryhiners war Rosine Ryhiner geb. Werthemann.

²⁾ General Franz Rud. von Weiss, Landvogt zu Milden, bekannt durch philosophische Schriften im Geiste der damaligen Zeit, war am 12. Januar zum Oberkommandanten der Waadt ernannt worden, verlor aber seine Zeit mit Schreiben von Proklamationen, Hin- und Herreisen u. dgl. (s. W. Oechsli: „Geschichte der Schweiz im 19. Jahrhundert“ I, p. 123).

³⁾ Am 24. Januar 1798 war in Lausanne die Lemanische République ausgerufen worden (s. Oechsli I, p. 23).

⁴⁾ Siehe Oechsli I, p. 133.

eurs et au menaces de l'exterieur; mais pour consolider encore davantage l'intérêt du pays avec celui de la capitale et du gouvernement, nous avons hier décreté de convoquer pour déjà jeudi prochain 30 représentants de nos 30 districts du pays, 10 représentants des 10 villes et 10 de la bourgeoisie de Berne, en tout environ 50 membres ou représentants.¹⁾ Alle Vorgesetzte jeder Gemeind versammeln sich in jedem Distrikt und erwehren ihren Representant, welcher 30 Jahre alt und Burger im District seyn soll und auch Liegenschaften besitzen, in den Städten im Land soll der Representant aus der Magistratur erwehlt werden. Diese Representanten sind harberufen um Sitz und Stimm in der Regierung zu haben und über das so ihnen wird vorgeschlagen oder von ihnen wird vorgetragen werden, zum besten deß Vaterlandes zu berahtschlagen und erkennen; mehr konnten wir jezund nicht thun für Ordnung und gute Stimmung deß Volks beyzubehalten, um unser Vaterland bestens zu verfechten und sowohl dem inneren als äusseren Feind die Stirne bieten zu können; Gott wolle dass diese Maasregeln, wie ich hoffe, den Schweizermuth wieder vorbringen möge, wo man nicht auf die Anzahl der Feinde geachtet. Nun wollen wir uns auf das äusserste wehren, nur möchte ich meine Schriften, die der Oberkeit nicht dienen können, in Sicherheit setzen und da Basel durch seine Revolution,²⁾ glaub ich, ruhig verbleiben wird, so wünschte ich Ihnen diese Schriften in deposito anzuvertrauen, wen sie solche annemmen und Euch ruhig glaubet. Bitte Sie inständig mich alsbald mit einer Antwort zu beehren; ich wolte es Ihnen durch die Post schicken, den innert 8 Tagen sind wir attaquirt,

¹⁾ Am 2. Februar traten die 52 Erwählten des Volkes dem Grossen Rate bei (Oechsli I, 134).

²⁾ Die Revolution vom 18. Januar 1798 geschah bekanntlich in Basel ohne Ruhestörung oder Blutvergiessen und bewahrte die Stadt vor Krieg mit Frankreich.

par le traité d'Udine¹⁾ a ce que je crois. Je vous recommande en tout cas ma famille et vous prie d'agréer etc.

Ryhiner, colonel.

3. Dagobert Gysendörfer an Samuel Ryhiner.

Luzern, den 7^{ten} Jenner 1799
Montag Abends um halb 11 Uhr.

Vielen Dank, mein werther Praesident, für deinen freundschaftlichen Brief, er hat mir sehr wahres Vergnügen gemacht.

— — — — — Wenn es uns hier seit einiger Zeit an interessanten Neuigkeiten gefehlt hat, so sind nun deren auf einmalen wieder eine Menge an der Tagesordnung. Die Göttin Freyheit und Gleichheit hat abermalem einen übermüthigen König und eine stolze Königin mit ihrer Zauberruthe auf eine sehr demüthigende Art gezüchtiget — beyde sind flüchtig. — Die ganze neapolitanische Cavallerie und Artillerie ist gefangen — Neapel in revolutionairer Gährung und wahrscheinlich jetzt schon von den Franken besetzt.²⁾ Dieses alles ist dem Minister Perrochel³⁾ officiell zugekommen. Die Herzoge von Parma und Toskana packen auch ein und rüsten sich zur Abreyse und nächstens werden in diesen despotischerweise usurpierten Landen die unveräusserlichen Menschenrechte triumphieren und selbige des nehmlichen

¹⁾ Die Ansicht, dass bei Anlass der Friedensunterhandlungen zu Udine, resp. im Vertrage von Campo Formio, Oesterreich dem Direktorium die Schweiz sozusagen ausgeliefert habe, war damals ziemlich verbreitet (s. F. v. Wyss: „Die beiden zürcherischen Bürgermeister David von Wyss“ I, p. 187). Wenn nun der Abschluss des Friedens an und für sich die Schweiz den Unternehmungen Frankreichs mehr oder weniger preisgab, so ist doch im Friedensvertrag, auch in den geheimen Artikeln, von der Schweiz überhaupt nicht die Rede; Oesterreich protestierte später vielmehr energisch gegen das Vorgehen Frankreichs in der Schweiz, namentlich bei Anlass der Konferenzen von Selz (s. Sybel 5, p. 135 ff.).

²⁾ Das neapolitanische Königspaar war am 22. Dezember 1798 nach Sizilien geflüchtet; General Mack schloss einen Vertrag mit den Franzosen, was einen Aufruhr verursachte, den General Championnet dämpfte; im Januar 1799 wurde Neapel in die Parthenopaeische Republik verwandelt (s. Sybel: „Geschichte der Revolutionszeit“ 5, p. 235 ff.).

³⁾ Henri Perrochel, französischer Gesandter bei der helvetischen Republik 1798—1799.

Glückes theilhaftig seyn, das wir Schweizer jetzt schon so lebhaft fühlen. Glück zu!! Da nun der Krieg in Italien als geendet anzusehen und der Kayser sich erklärt hat, daß er sich in diese Vorfälle nicht einmischen wolle,¹⁾ die französischen Negociateurs in Rastatt auch gedrohet haben, daß wenn russische Truppen den Reichsboden betreten würden, alle Friedens-Unterhandlungen abgebrochen seyen und das Reich wieder feindlich behandelt werden solle,²⁾ so schöpft man grosse Hoffnung zum allgemeinen Frieden, welches sich dann bald entscheiden muss.

Du fragst mich, lieber Freund, was man hier von der neuerrichteten Litterarischen Gesellschaft³⁾ halte? — Bis dato haben nur zwey Sitzungen stattgehabt, die nicht zahlreich waren — und so hat man auch wenig noch davon

¹⁾ Weder den Bitten seines Bruders, des Grossherzogs von Toscana, noch den Aufforderungen des Hofes von Neapel schenkte der Kaiser, oder besser gesagt sein Minister Thugut, Gehör; er betrachtete sein Heer als noch nicht schlagfertig, wollte die Ankunft der Russen abwarten und wünschte überhaupt keinen Winterfeldzug (s. Sybel 5, p. 129 ff., 238 ff.).

²⁾ Durch Note vom 2. Januar bezeichnete Frankreich das Einrücken der Russen in das Deutsche Reich als Kriegsfall; am 31. Januar erklärten die französischen Gesandten in Rastatt dem österreichischen Gesandten, dass die Republik der Anwesenheit der russischen Truppen auch in den österreichischen Erblanden die gleiche Bedeutung beilegen würde und setzten eine Frist von 14 Tagen für den Rückmarsch der Russen fest; die Frist lief am 15. Februar ab und drei Tage später setzten die französischen Truppen bei Mannheim, Strassburg und Basel über den Rhein (s. Sybel 5, p. 255).

³⁾ Ph. A. Stapfer, als Minister für Künste und Wissenschaften, hatte ein „Bureau für Nationalkultur“ an dessen Spitze er Heinrich Zschokke stellte, ins Leben gerufen. Nach R. Luginbühl (Phil. Alb. Stapfer, Basel, 1902, 2. Ausg. p. 265) war die Gründung der litterarischen Gesellschaft in Luzern die schönste Frucht, die diese Schöpfung Staphers gezeitigt hat, indem diese Gesellschaft keineswegs ausschliesslich sprachliche Interessen verfolgte, sondern in ihren Zielen und zum Teil in ihrer inneren Organisation etwa der heutigen „Gemeinnützigen Gesellschaft“ entsprach; Gysendörfers Urteil ist strenger. Das Leben dieser Gesellschaft war ein kurzes; am 29. Dezember 1798 wurden die Statuten angenommen und am 27. Mai 1799 kurz vor der Uebersiedelung der Regierung nach Bern, fand die 24. und letzte Sitzung in Luzern statt. (Luginbühl cit. p. 265 und 272. — Vgl. auch unten Briefe Gysendörfers vom 20. Januar, 9. Februar und 26. April 1799). Ähnliche Gesellschaften wurden in Basel, Zürich, Winterthur und Schwyz gegründet, in Bern war eine geplant. (Schweizer Republikaner Bd. II und III passim. H. Zschokke: „Eine Selbstschau“, Bd. I, p. 117 und 118).

gesprochen. Ich meines Orts halte dafür, daß sie noch ein Kind seye, das erst getauft werden muß; mein Freund Ober-Richter Stockar¹⁾, den ich letzthin um seine Meynung darüber gefragt, antwortete mir ganz trocken: Er seye ehe dessen in die Nacht-Schule gegangen, da habe man dann Possen gemacht, — und so mache man da auch.

Daß der 1^{te} Jenner, dieser so wichtige Tag wegen der bald darauf erfolgten Wiedergeburt unserer Freyheit, auf eine patriotische Weise gefeiert worden, ist der Sache angemessen, und daß Leute, die gleich nachher so thätig zu ihrer Niederkunft mitgewirkt haben, auch zu diesem Feste eingeladen worden, freut mich und ist mir ein Beweis, daß ihre Verdienste um die gute Sache nicht verkennt sind.²⁾

Nun gute Nacht für heute; morgen vielleicht ein mehreres.

Dienstag den 8^{ten} Jenner.

Nichts neues heute — und auch nicht viel Musse, nimm also, lieber Freund, mit obigem für dißmalen vorlieb und antworte mir bald wieder.

Viele Empfehlungen an dein L. Haus. Einen republikanischen freundschaftlichen Gruss an Freund Burkhardt³⁾ und mes respects et hommages à qui de droit. Leb wohl.

(Ohne Unterschrift.)

4. D. Gysendörfer an S. Ryhiner

Luzern 20^{ten} Januar 1798 (recte 1799).

. Nun ein Wort über die Literarische hiesige Gesellschaft⁴⁾; und da wird sich Freund Burkhardt³⁾ wohl ärgern, wenn ich dir freymüthig gestehe, dass ich dermalen noch

¹⁾ David Stockar, von Schafhausen, Mitglied des helvetischen Obergerichts.

²⁾ Ueber diese Neujahrsfeier konnten wir keine andern Einzelheiten finden; es geht aus Gysendörfers Aeusserung hervor, dass auch Franzosen dazu geladen wurden, wohl französische Offiziere.

³⁾ Johann Burckhardt-Gemuseus, Sohn des J. R. Burckhardt vom Kirschgarten, intimer Freund Gysendörfers und Ryhiners; letzterer heiratete 1819 dessen Witwe. Burckhardt war augenscheinlich der protokollierende Sekretär der literarischen Gesellschaft in Basel; vgl. unten Anm. 2, p. 42.

⁴⁾ Siehe Anm. 3, p. 33.

nicht Mitglied davon bin und würklich keine grosse Lust habe, es zu werden. Mein Vater¹⁾ hat sich zwar als Mitglied abonniert und mir aber schon den Vorschlag gethan, mich ihm zu substituieren, allein folgende Gründe, die ich eurer Prüfung unterwerfe, haben mich bis dahin zurückgehalten:

1. Bin ich kein Gelehrter und kann also der Gesellschaft nicht nützlich seyn. Hierauf werdet Ihr mir zwar antworten, daß ich hiegegen belehrt werden könne. Sed quod erit demonstrandum.
2. Ist zu vermuten, dass diese Gesellschaft nicht lange bestehen wird, weilen aussert 2 oder 3 Mitgliedern, die sich gerne öffentlich hören lassen und keinen andern Anlass dazu haben, die übrigen alle z. E. Koch²⁾, Secretan³⁾ etc. etc. mit denen ich darüber gesprochen, noch gerne einen Louis d'or gäben um nicht abonniert zu seyn.⁴⁾
3. Geht es jetzt schon sehr schlaftrig darin zu — auch fehlen gemeiniglich $\frac{3}{4}$ der Mitglieder, weilen die besseren Köpfe ohnehin schon genug zu schaffen haben.⁵⁾ — In ihrer Abwesenheit trägt sich nun zu, daß über Flausen gesprochen wird und sogar Polissonen sich etwas zu guthe thun. Zum Beispiel: Jüngst las ein junger Mensch einen Aufsatz über die Tauben und Stummen vor; par acclamation wurde derselbe zum E. Mitglied angenommen. Seither weiß man, daß er diese Abhandlung aus einem bekannten Journal wörtlich abgeschrieben. Der-

¹⁾ Johann Michael Gysendörfer-Burckhardt war als Mitglied des helvetischen Grossen Rates ebenfalls in Luzern.

²⁾ Karl Koch, von Thun, Mitglied des Helvetischen Grossen Rats.

³⁾ Louis Secretan, von Lausanne, Dr. jur. und Advokat, Mitglied des Helv. Grossen Rats.

⁴⁾ Der jährliche Beitrag war auf 2 Louis d'or festgesetzt; vgl. Statuten im Schweizer. Republikaner II, p. 335 ff.

⁵⁾ In der Sitzung vom 14. Januar klagte Mohr „über den unfleißigen Besuch der Gesellschaft von Seiten der Mitglieder“. Huber (Wernhard, v. Basel) erklärte, „er wolle sich dadurch von keinen Arbeiten abhalten lassen“; Secretan meinte, man solle die Zuhörer an der Diskussion auch teilnehmen lassen, während Zschokke von solchen „die andere Erholungen vorziehen mögen, gar keine Notiz nehmen“ will. (Schweizer. Republikaner Bd. II, p. 439).

gleiche Vorgänge sind denn nun nicht gemacht, die Gesellschaft in Credit zu bringen.¹⁾

4. Sehen es alle nicht unterschriebene Gesetzgeber²⁾ ungerne, daß eine solche Gesellschaft existiere und wenn sie von einiger Bedeutung werden dürfte, so werden sie ihr alle Hindernisse in den Weg legen. Mit einem Wort, vernünftige und auch gelehrte Leute sehen sie für ein Spiegelgefecht an und versprechen sich nicht viel gemeinnütziges davon. Es mag auch vielleicht daher kommen, daß der Stifter (H. . .³⁾ Anm. Gysendörfers) derselben täglich in der Achtung vieler rechtschaffner Leute sinkt und sein Zweck falsch ausgedeutet wird. Seine intime Liaison mit Zschokke⁴⁾ mißfällt auch; im figürlichen Verstand wird letzterer sein Macro genannt. —

¹⁾ Dieser Aufsatz war von Bürger Rädler, Sekretär beim Obergerichtshof eingesandt worden und wurde am 31. Dez. 1798 durch Zschokke vorgelesen; er teilte „zugleich einige Nachrichten über den Verfasser mit, der sich zu Fryburg bereits mit dem Taubstummenunterricht beschäftigt und dafür von geist- und weltlichen Obern Undank und alle Arten von Unannehmlichkeiten erfahren hat. Er trägt darauf an, denselben zu einem Mitglied der Gesellschaft anzunehmen“; unter Beifallsklatschen wurde diesem Vorschlage zugestimmt und Rädler eingeladen, unter den Mitgliedern Platz zu nehmen. Zschokke fand, es sei Pflicht des Staates, sich für diesen Gegenstand zu interessieren und es wurde eine Kommission zur Prüfung der Angelegenheit eingesetzt. Am 28. Januar 1803 berichtete Rädler im Namen dieser Kommission und Zschokke erklärte die Sache für so wichtig, dass sie vor den Helv. Grossen Rat gehöre. (Schweizer. Republikaner Bd. II, p. 384, 391, 582). Bekanntlich hat sich Zschokke auch später für die Taubstummen interessiert und hat dann 1836 auch die Gründung der aargauischen Taubstummenanstalt veranlasst (Allg. Deutsche Biographie).

²⁾ D. h. alle die nicht Mitglieder der Gesellschaft sind.

³⁾ Wernhard Huber, der bekannte Basler Politiker, Mitglied des Helv. Grossen Rates. Zschokke war der eigentliche „Stifter“ der Gesellschaft, deren erster Präsident Usteri war; der Präsident wechselte monatlich; zur Würde wurden noch berufen: Pfyffer, Ochs, Rahn, Mohr und Rüttimann (vgl. Anm. 3, p. 33); Huber war aber der protokollierende Sekretär und Berichterstatter der zur Redaktion der Organisationsgesetze eingesetzten Kommission; er war es auch, der die Schaffung einer ähnlichen Gesellschaft in Basel veranlasst hatte. (Schweizer. Republikaner Bd. II, p. 383, 384, 438, 582, 648, Bd. III, p. 339, 653). Zschokke hatte die Statuten verfasst und bezeichnet sich als „Aktuar“ der Gesellschaft. (s. H. Zschokke: „Eine Selbstschau“ I, p. 117 und 118).

⁴⁾ Heinrich Zschokke, der bekannte Schriftsteller und helvetische Staatsmann, (s. Anm. 3, p. 33 und Einleitung sub: Zschokke).

Es kann übrigens gar wohl sein, daß man seinen Absichten unrecht thut und ich wünsche sehr, daß diese ungünstigen Vorurtheile bald durch *argumenta ad hominem* gehoben würden — auch daß die in Basel ähnlich gestiftete Gesellschaft¹⁾ unter glücklicheren Auspizien ihren Anfang nehmen und geschwinder gedeyhen möge. Obige Bemerkungen sollen übrigens keineswegs meinen Freunden und Mitgliedern von letzterer den Muth bemenehmen, auch hoffe ich, daß sie nicht communicirt werden.

Nichts neues aus Italien. Keine officielle Nachrichten von der Einnahme von Neapel.²⁾ Hingegen hat der *Ministre des affaires étrangères*³⁾ durch die heutigen *Dépêchen* vernommen, daß 12.000 Insurgenten Brüssel belagern⁴⁾ und daß der Krieg mit Oesterreich unvermeidlich seye. Bei uns ist alles ganz ruhig und stille. Sonderbar ist es, daß die jüngern Lemannen, theils Gesetzgeber, theils Buralisten, der neuen Ordnung der Dinge nicht so ergeben sind als die ältern.

Uebermorgen wird uns der italiänische *Courier* wohl etwas neues überbringen und in diesem Falle werde es sofort überschreiben.

Gruß und Hochachtung an Freund Burckhardt⁵⁾ etc.

D. Gysendörfer.

¹⁾ Die auf Veranlassung Hubers in Basel gegründete litterarische Gesellschaft stand unter dem Präsidium des Dr. J. J. Stückelberger, dem auch als liberalen Politiker bekannten Professor der Medizin; ihre Statuten waren denjenigen von Luzern nachgebildet; wir wissen von ihrem Wirken wenig, da sich in Basel deren Archiv nicht finden liess, auch haben wir kein Mitgliederverzeichnis; Sekretär war vielleicht Joh. Burckhardt-Gemuseus, der Freund Ryhiners und Gysendörfers (s. unten Anm. 2, p. 42). Einmal sendet die Gesellschaft ein Gutachten über Baumwollspinnmaschinen nach Luzern, ein andermal erklärt sie, „für die Verpflegung der Waisen unserer Vaterlandsverteidiger eifrig einwirken zu wollen“. *Schweizer. Republikaner* Bd. II, p. 438, Bd. III, p. 339, 653).

²⁾ Siehe Anm. 2, p. 32.

³⁾ Louis Begos, von Aubonne, helvetischer Minister des Auswärtigen 1798—1801; spottweise auch „ministre étranger aux affaires“ betitelt (s. Oechsli, I, p. 163).

⁴⁾ Die zwar teilweise falschen Gerüchte über französisches Unglück hatten die Köpfe erhitzt; der Aufruhr der belgischen Departemente trug im Dezember dazu bei; doch bald traf auch die Nachricht von der Niederlage Macks und der Besiegung der belgischen Insurgenten ein und dämpfte die Erhebungsgelüste (Felix Burckhardt: „Die schweizer. Emigration“, p. 123, 124).

⁵⁾ Siehe Anm. 3, p. 34.

5. D. Gysendörfer an S. Ryhiner.

Luzern den 26^{ten} Jenner 1799

Du hättest mir, lieber Freund, nicht leicht eine Nachricht geben können, die mich so bestürzt und meine Seele mit einem so beklommenen Gefühl angefüllt hätte, als jene über die unglückliche Lage der guten W — — — — —

Bey meiner jetzigen innerlichen Stimmung kostet es mich auf Nouvelles überzugehen und das Wort niederzuschreiben; da du es aber wünschest und sie dich zu interessieren scheinen, so melde dir nur mit wenigen Worten, daß man seit 10 Tagen nichts bestimmtes aus Italien weiß. Die Nachricht von der Einnahme von Neapel hat sich nicht bestätigt — man kennt die Stellung der Armeen nicht — Kurz man weiß nichts¹⁾ Sobald wir hier etwas gewisses vernnehmen werden, so werde es dir ohnfehlbar melden.

Vorgestern Abends haben die Lemannen ein banquet civique gegeben zum Andenken ihrer Revolution. Ohngeachtet sich 140 Personen dabey eingefunden, so gieng doch alles sehr dezent zu. Die beyden Directoren Laharpe²⁾ und Ochs³⁾ waren auch Gäste. Daß Toast getrunken worden, versteht sich von selbst, jener auf das helvetische Directorium war sonderbar und merkwürdig:

Que dans tous ses décrets il pense à ses paroles
La roche tarpéienne est [tout] près du capitole⁴⁾

Ich sas nahe bey Ochs und bemerkte, dass sein Gesicht Farbe veränderte. Ça n'est pas doux — ça n'est pas doux“

¹⁾ Siehe Anm. 2, p. 32.

²⁾ Siehe Anm. 2, p. 29.

³⁾ Peter Ochs war seit dem 21. Juni 1798 helvetischer Direktor.

⁴⁾ Siehe auch unten Brief vom 15. Februar 1799. Die Anspielung auf die Nähe des Capitols zum Tarpeischen Felsen war den Leuten geläufig seit der berühmten Rede Mirabeaus, in welcher er auf die Verratsvorwürfe, die ihm gemacht wurden, weil er dem König das Recht der Kriegserklärung vorbehalten wollte, antwortete: „Et moi aussi on voulait, il y a peu de jours, me porter en triomphe et l'on crie maintenant dans les rues: la grande trahison du comte de Mirabeau! Je n'avais pas besoin de cette leçon pour savoir qu'il n'y a qu'un pas du Capitole à la roche Tarpéienne!“ (vgl. P. Larousse: Grand dictionnaire universel, und Littré: Dictionnaire de la langue française sub: Tarpéienne und Capitole.

sagte er, „mais j'espère que ça n'est point sérieusement dit!!“¹⁾

Viele Empfehlungen an deine Eltern — — — —

D. Gysendörfer.

6. D. Gysendörfer an S. Ryhiner.

(Luzern, Februar 1799).

In der Voraussetzung, daß dir mein lieber Freund bereits der Entschluß des Bürger-Directors Legrands seine Demission zu geben²⁾ bekannt ware, habe dir dieses leydige Evènement letzten Posttag nicht gemeldet. Daß der Verlust dieses rechtschaffenen Mannes für das Vaterland alle Wohlgesinnten sehr schmerzt, brauch ich dir nicht erst zu sagen; er war der allgemein beliebteste unter seinen Collegen. Aus den Zei-tungen wirst du das mehrere ersehen.

Durch das Loos ist dem Senat der Vorschlag zugefallen; die proponierten waren die Bürger-Senatoren Dolder, Bay, Barras, Kubli und Augustini.³⁾ Bey dieser fatalen Auswahl blieb dem Großen Rath nichts übrig als den Ex-Directoren Bay wiederum zu erwählen; aber allgemeines Missfallen

¹⁾ Diese Warnung an Ochs sollte am 25. Juni des gleichen Jahres in Erfüllung gehen, wo die Directoren Laharpe, Oberlin und Dolder ihren Kollegen Ochs, durch Androhung sofortiger Verhaftung und einer Straf-verfolgung im Weigerungsfalle, zur Demission zwangen. Ochs wusste bei dem von Gysendörfer erwähnten Bankett sehr wohl, auf was sich die An-spielungen bezogen; denn in einem Geheimprotokoll des Directoriuns vom 20. November 1798, welches Ochs mitgeteilt worden, war festgelegt worden, dass letzterer dem französischen Gesandten Perrochel den Inhalt eines Geheimberichtes des Rud. Em. Haller an den helvetischen Minister der Auswärtigen Angelegenheiten mitgeteilt hatte (s. Strickler: Helvetik III, p. 684; IV, p. 863 ff. H. Barth: „Untersuchungen zur politischen Tätigkeit von Peter Ochs“ im Jahrbuch für Schweizer. Geschichte XXVI, p. 189 ff. Tillier: Helvetik I, p. 327 ff.) Ochs selbst hatte an diesem Bankett einen Gesang zum besten gegeben (s. A. von Tillier: „Geschichte der helvetischen Republik“ I, p. 198).

²⁾ Joh. Lukas Legrand, von Basel, der erste Präsident des helvetischen Directoriuns, kam am 28. Januar 1799 um seine Entlassung ein.

³⁾ Johann Rudolf Dolder, von Wildegg; Ludwig Bay, von Bern, früher schon einmal Directeur; Tobias Barras, von Praroman, Melchior Kubli, von Nettstall und Anton Augustini, von Leuk waren alle Mitglieder des helvetischen Senats.

erregte es, daß der Senat sich blos auf Mitglieder aus seiner Mitte beschränkt hatte. Durch dieses Betragen ist in Zukunft, insofern der Große Rath den Vorschlag erhalten wird, nicht so bald mehr daran zu denken, daß ein Senator zu dieser Stelle werde berufen werden.

Im 5. Vorschlag hatte Bürger Stockar¹⁾ Präsident der Administrations-Kammer von Schaffhausen nur 2 Stimmen weniger als Augustini²⁾ und wäre selbiger vorgeschlagen worden, so ist es ausgemacht, daß er vom Großen Rath auch gewählt worden wäre, welches in allen Rücksichten für das Vaterland zuträglicher gewesen seyn würde. Das fühlte man wohl im Senat und wollte es aber deswegen nicht. Nun aber beißt sich die Dolderische Parthey in die Finger, es hintertrieben zu haben. Natürlich freut diese Auswahl den Bürger Director Ochs keineswegs, indem im Directorio die bisherige Minorität fortdauern dürfte.³⁾ — Bey der Wahl fiel im Großen Rath unter andern eine Stimme welche lachen machte: au Séneur quilibet. —

Unser Minister Begos⁴⁾ soll gestern die officielle Nachricht erhalten haben, daß General Mack mit dem Rest seiner Armee zu Kriegsgefangenen gemacht und die Franzosen den 17. dieses in Neapel eingerückt seyen.⁵⁾ Letzteres ist zuverlässig.

Das Directorium hat unter der Hand die Anzeige erhalten, daß die Franzosen nächstens in's Markgräfische ein-

¹⁾ David Stockar von Neuforn, von Schaffhausen.

²⁾ Beim 5. Vorschlag wurde im 4. Gang Augustini mit 28 Stimmen gewählt; Stockar hatte 25 (s. Strickler III, p. 1005).

³⁾ Legrand und Glayre hatten im Direktorium eine in ihren Anschauungen gemässigte Minorität gebildet. Glayre war aber auch entmutigt, hielt sich von Ende März an von den Sitzungen fern und liess sich am 9. Mai wegen Krankheit die Entlassung erteilen, worauf Dolder an seine Stelle trat. (Oechsli I, 191.)

⁴⁾ Siehe Anm. 3, p. 37.

⁵⁾ Siehe Anm. 2, p. 32. General Mack hatte am 16. Januar, um sein Leben zu retten, vor den aufständischen neapolitanischen Banden in das französische Lager flüchten müssen. Die Kastelle der Stadt Neapel wurden erst am 23. Januar vom Fürsten Moliterno, der sich an die Spitze der Lazzaroni gestellt, dem General Championnet übergeben; dieser musste aber noch blutige Strassenkämpfe liefern (s. Sybel 5, p. 236).

rücken werden.¹⁾ Bereits hat Bachofen um eine sauve-garde für sein Landhaus in Wyl²⁾ beym Minister Perrochel³⁾ angehalten und auch erhalten; ceci entre nous s. v. p. Dem Freund Burckhardt bitte diesen Brief zu communicieren. Leb wohl und grüße ihn.

s. D. Gysendörfer.

Sehr in Eile.

7. D. Gysendörfer an S. Ryhiner.

Luzern den 9^{ten} Februar 1799.

Aus meiner schleunigen Antwort wirst du mein werther Präsident zweyerley ersehen können: erstlich, daß ich mich so oft als möglich mit meinen lieben Freunden gerne unterhalte und zweytens, daß meine dermaligen Geschäfte nicht so vielfältig sind, um nicht diesem Vergnügen statt zu thun. Wirklich hat das Tribunal eine Menge leydiger Criminalprozesse abgesponnen, so daß wir Suppleanten seit einigen Wochen höchstens 3 mal in der Woche Sitzung haben. In der Zwischenzeit beschäftige ich mich dann Civilrapporte zu machen und erleichtere dadurch den eint und andern Oberrichter. Gerne vertauschte ich das Criminale mit dem Civilen, wenn es angienge.

Aus deinem Brief erhellet, dass euer Distrikt-Gericht ziemlich viel Werkh an der Kunkel hat. Wenn etwas interessantes bey dem eurigen oder dem Cantons-Gericht vorkömmt, das vielleicht an den obersten Gerichtshof gelangen könnte, so würdest mir einen Gefallen erweisen, wenn du mir es vorläufig melden wolltest. Mit allem Recht habt ihr den Justiz-Ministre⁴⁾ à l'ordre gewiesen; es scheint dieser liebe Philosoph wisse noch nicht recht, quid juris seye.⁵⁾

¹⁾ Siehe Anm. 2, p. 33.

²⁾ Das jetzt noch stehende, an der Haltingerstrasse im markgräfischen Dorf Weil, nahe an der Basler Grenze gelegene Landgut, gehörte damals Herrn J. J. Bachofen-Burckhardt; durch Erbschaft gelangte es später in die Familie Forcart (gütige Mitteilung des Herrn Rud. Forcart-Bachofen); jetzt ist es Eigentum der Frau Greiner zum Adler in Weil.

³⁾ Henri Perrochel, französischer Gesandter in der Schweiz 1798—1799.

⁴⁾ Franz Bernhard Meyer von Schauensee, von Luzern.

⁵⁾ In den Akten des Distriktgerichtes von Basel aus jener Zeit findet sich eine Korrespondenz zwischen dem Gerichte und dem Statthalteramte über

Die Arbeit des Anklägers in Bern habe copiert und werde sie nächstens samt einer Analyse von dem unsrigen dir durch eine Gelegenheit zuschicken.

Ich hätte wünschen mögen, lieber Freund, daß du mir deine Meynung über meine dir jüngst gemachte Bemerkungen die Litterarische Gesellschaft betreffend, mitgeteilt hättest;¹⁾ dem protokollierenden Secretair²⁾ der baslerischen Gesellschaft darf ich es wohl bey seinen vielen Geschäften nicht zumuten? — ich habe ihm Anfangs Jenner zugeschrieben, allein die Antwort ist ausgeblieben. Den letzten zwo Sitzungen habe beygewohnt und da ist denn viel über die aufgeworfene Frage, warum kein Gemeingeist dermalen in Helvetien seye, gesprochen worden und das End vom Lied war, daß es bey den jetzigen Umständen unklug wäre, den Hauptgrund anzugeben. Was Teufels kommt denn dabey heraus? Es wäre ja viel besser, man schwiege ganz davon.³⁾ Ueberhaupt mahnen mich euere hiesigen Gelehrten Brüder öfters an einen Pfarrer, der seiner Gemeinde die Offenbarung

eine Formfrage betr. das den Urteilen beizugebende Visum des Regierungs-kommissärs (St.-Arch. Basel: Justiz-Akten T. 3).

¹⁾ Siehe oben Briefe Gysendörfers vom 7. und 20. Januar 1799.

²⁾ Der Name dieses Sekretärs wird nirgends angegeben, aber aus vorliegendem Satze ergibt sich, dass es ein guter Freund Ryhiners und Gysendörfers war, wohl Joh. Burckhardt-Gemuseus, mit dem Ryhiner täglich verkehrte und der fast in jedem Brief begrüßt wird und der auch ein vielbeschäftigter Handelsmann war; für diese Vermutung spricht namentlich auch der Satz im Brief vom 20. Januar: „Nun ein Wort über die literarische hiesige Gesellschaft und da wird sich Freund Burckhardt wohl ärgern, wenn ich dir freymüthig gestehe, daß ich dermalen noch nicht Mitglied davon bin etc. . . .“ (Vgl. Anm. 3, p. 34 und Anm. 1, p. 37.)

³⁾ Am 7. Januar 1799 kündigte Mohr eine Vorlesung über die Frage an: „Warum findet sich so wenig Patriotismus und Gemeingeist in Helvetien?“ Er hielt seine Vorlesung am 28. Januar und sie gab zu langen Diskussionen Anlass, die sich in den Sitzungen vom 4. und 25. Februar fortsetzten; eine Kommission, bestehend aus Huber, Usteri, Mohr, Zschokke und Müller wurde zur Prüfung der Frage am 14. Februar eingesetzt. Ochs machte die Bemerkung, „daß es unpolitisch sey, von Mangel an Gemeingeist zu sprechen; man sollte viel lieber rühmen, es sey viel Gemeingeist vorhanden, ihn loben und aufmuntern sey das Mittel ihn zu befördern . . .“ Zschokke erklärte sich hierin mit Ochs einverstanden; „viel besser ist es, wenn jedermann glaubt, es sey allenthalben nur ein Herz und eine Seele . . .“ (Schweizer. Republikaner, Bd. II, p. 408, 582, 590, 599, 623, 703).

Johannis auslegen will und am Schluß selbsten nicht mehr weiß wo aus noch ein.

Kuhn¹⁾ hat letzthin dem Großen Rath einen sublimen Rapport über den Criminalprozeßgang vorgelegt; er will Jury etablieren, die aber unentgeltlich functionieren sollen. Der Große Rath hat den Druck dieses Rapports befohlen.²⁾ Wenn er herauskommt, so wünsche von dir zu wissen, ob ich ihn dir zuschicken solle oder ob du ihn in Basel zu kaufen bekommst.

Ueber Krieg und Frieden weiß ich nicht mehr als du lieber Freund — ich denke aber, daß die Antwort auf die letzte französische Note ganz entscheiden wird und daß nächstens.³⁾ Ausgemacht scheint mir, daß das französische Directorium keinen Frieden will und folglich der Kayser keinen machen kan. Ich vereinige mich ganz mit deinem Wunsche, unsre Landplage, diese alles verzehrenden Heuschrecken, eine glückliche und geschwunde Reyse an die Donau zu wünschen. Wenn es nicht ganz christlich gedacht ist, so ist es doch menschlich!

Man rüttelt hier wieder unter der Hand an dem Regierungssitz; man streut aus (übrigens sehr wahr), daß hier viele öffentliche nothwendige Gebäude fehlen und daß enorme Summen darauf verwendet werden müssen. Wenn man bey einem kalten Nordwind über die lange luftige Brücke geht, so fällt hin und wieder die Bemerkung: „In den Arkaden zu Bern würde die Bise doch nicht so ziehen!“ etc. etc. Freylich wird man dißmalen nicht so mit dem Haus zur Thüre hineinfallen,⁴⁾ aber man weiß zuverlässig, daß viele sich nach Bern sehnen und daß sich Perrochel⁵⁾ auch nicht

¹⁾ Bernhard Friedrich Kuhn, von Bern, Dr. jur. und Professor, eines der bedeutendsten Mitglieder des Helvetischen Grossen Rates; 1802 Justizminister.

²⁾ Schon am 27. April 1798 hatte der Helvetische Grosse Rat eine Kommission für die Materien der Strafgerichtsbarkeit bestellt, in deren Namen Kuhn am 24. Januar 1799 ein Gutachten „über eine neue Einrichtung des Kriminalgerichtswesens“ abgab. (Strickler IV, p. 415, wo auch der Text des Gutachtens abgedruckt ist.)

³⁾ Siehe Anm. 2, p. 33.

⁴⁾ Wie beim Auszug von Aarau nach Luzern.

⁵⁾ Henri Perrochel, französischer Gesandter 1798—99.

in Luzern gefällt; daher würde es mich gar nicht befreunden, wenn in den ersten Tagen nach Ausbruch des Krieges eine französische Declaration erschiene, daß der französische General die Regierung hier nicht sicher glaube und auch nicht versprechen könne, sie zu beschützen, oder so etwas in diesem Sinn.¹⁾

Mein Vater²⁾ reciproziert deinen Gruß. Viele Empfehlungen an dein Haus, an Freund Burckhardt und seine Frau.³⁾ Leb wohl und antworte mir geschwinder als das letzte mal. Laß mir doch eine Provision Pfeifenfederchen von Frankfurt kommen und wenn du 2 Büschelchen unterdessen entbehren könntest, so würdest du mich verpflichten, sie meiner Mutter⁴⁾ zu meinen Händen zu schicken.

Dein treuer Freund

D. G.

P. S. Wir haben hier etwas wenig Schnee, aber nicht genug, um Schlitten fahren zu können. Ueberhaupt ist der Winter hier bey weitem nicht so streng gewesen, als in anderen und dem Clima nach wärmeren Gegenden; sogar im mailändischen soll es viel kälter gewesen seyn; hingegen häufige Nebel; grüß mir doch die liebe Sonne.

8. D. Gysendörfer an S. Ryhiner.

Luzern den 15 Februar 1799

Dank, lieber Freund, für deine schleunige Antwort und das überschickte Cartons richterliche Urteile.

¹⁾ Siehe Strickler: Helvetik IV, p. 606 sub. 43: 28. Mai, 8 Uhr morgens, Zürich. C. Kuhn an das Direktorium: „Meine längst geäußerten Vermutungen bestätigen sich. Massena ladet Sie ein, nach Bern zu gehen. Die Weisheit des Senats wird, wie ich hoffe, diesmal größer sein als seine Herzhaftigkeit.“ — Siehe ibid. p. 644: Beschluss vom Helvetischen Grossen Rat und vom Senat den Regierungssitz nach Bern zu verlegen. — Ibid. p. 645. Massena an das helvetische Direktorium: „La prudence exige que vous transportiez de suite le siège du gouvernement helvétique et des premières autorités constituées à Berne; cette mesure est commandée par les circonstances.“

²⁾ Michael Gysendörfer-Burckhardt, damals Mitglied des Helvetischen Grossen Rats.

³⁾ Siehe Anm. 3, p. 34.

⁴⁾ Maria Magdalena Gysendörfer geb. Burckhardt.

Was die Proclamation in № 36 der Helvetischen Zeitung veranlaßt hat, weiß ich dir nicht zu sagen; auch hier haben sich viele Leute darüber geärgert¹⁾. Es ist glaublich, daß wenn Legrand²⁾ noch Director wäre, solche unterblieben. Daß sie aus einer leydenschaftlichen Feder geflossen, ist unverkennbar; denn was in aller Welt hat ein gewisser Merian, den das helvetische Volk nicht kennt und der seinen Weg nach Wien genommen hat, mit jenen gemein, so die Gränzen bestreichen und das Volk gegen die neue Ordnung der Dinge aufwiegeln sollen?!!³⁾ Von was zeugt wohl anders die Aufmuthung des Klein-Hüninger Brückenkopfs-Geschäfts als von einem unversöhnlichen Verfolgungsgeist.⁴⁾

¹⁾ Siehe Strickler: Helvetik III, p. 1009, Nr. 281: „Proklamation des Direktoriums zur Warnung vor Umtrieben der helvetischen Emigrierten und vor Unruhen.“ Luzern, 1. Februar 1799.

²⁾ Siehe Anm. 2, p. 39.

³⁾ Die Proklamation vom 1. Februar 1799 sollte das Volk vor den Umtrieben der Emigrierten, die damals besonders tätig waren, warnen; sie sagte: „Steiger, gew. Schultheiss von Bern, Wyss, gew. deutscher Oberkommissär zu Bern, Major von Rovéra, die Grafen von Curten aus Wallis, ein gewisser Merian von Basel, der nach dem kundgemachten Aufruf zur Verteidigung des Vaterlandes sich davon machte und seinen Weg nach Wien richtete, endlich ein Burckhardt im Kirschgarten, auch von Basel, der, der heilig versprochenen Neutralität zuwider auf die treuloseste Weise den Feinden Frankreichs den Brückenkopf zu Hüningen in die Hände spielen wollte, streichen nebst andern, unbedeutenden landsflüchtigen Schweizern, wie die bösen Geister, an den helvetischen Grenzen herum . . .“ (Strickler III, p. 1009, p. 281). Der „gewisse Merian“ war Andreas Adolf Merian (1772—1828), der älteste Sohn des Alt-Oberst-Zunftmeisters Andreas Merian; er hatte sich im November 1798 nach Wien zu Johannes von Müller begeben, der dort als Hofrat amtierte und ihn auch als Privatsekretär an sich zog und hoch schätzte; er trat später in russische Staatsdienste ein (s. Felix Burckhardt: „Die schweizerische Emigration“, p. 120 ff. und Anm. 207).

⁴⁾ Siehe oben Anm. 3 und pag. 25 Anm. 1, 2, pag. 26 Anm. 1, 3. Im März 1798 war, auf Begehren Mengauds, eine neue Strafuntersuchung gegen die bei der Brückenkopfaffäre von Hüningen kompromittierten Personen angeordnet worden; Burckhardt vom Kirsgarten und die andern Mitangeklagten konnten sich durch Flucht einer Verhaftung entziehen; Burckhardt schloss sich den schweizerischen Emigranten an und nahm an ihren Unternehmungen teil (s. C. Wieland: „Ein Staatsprozess“ cit.; F. Burckhardt: „Die Schweizerische Emigration“ cit.). Doch wurde damals, Dank der Verwendung des Remigius Frey, Schwiegersohn Burckhardts und Gesandten Basels in Paris, der Prozess nicht wieder aufgenommen (Strickler I, p. 832 sub. 17; vergl. unten Anm. 1, p. 54). Am 20. September gleichen Jahres erliess aber das von Ochs damals

Ebenso erbaulich (und wie man glaubt vom nehmlichen Autoren) ist ein Ausfall im „Ami des loix“¹⁾ vom 17 Pluviose unterm Artikel „Bern“ zu lesen, ungefähr folgenden Inhalts: „Tout va bien; nous aurons sous peû l'ancien ordre de choses; „trois de nos Directeurs helvetiens plutot que de s'attacher „aux interets de la France préfèrent de se rendre à la Russie.“²⁾ Man brüttelt wieder etwas — man will die Schweizer nach einer gewissen Leyer tanzen machen; aber man sollte doch denken, daß wenns gleich keinen Tarpeischen Felsen in der Schweiz giebt, doch auch Felsen da sind.³⁾

In wenigen Tagen werden wir aus der Ungewißheit über Krieg und Frieden gezogen sein.⁴⁾ Sollte wider Ver-
muthen der so sehr gewünschte Frieden erfolgen, so ist doch sehr wahrscheinlich, daß das Schwäbische in sehr kurzer Zeit wird revolutionniert seyn.⁵⁾ Mengot⁶⁾ und eine Menge

präsidierte Direktorium einen Beschluss, wonach das Vermögen J. R. Burckhardts unter Sequester gelegt wurde. (Offizielle Kopie des Direktorialbeschlusses. Manuskript Privatbesitz; vgl. unten Anm. 1, p. 54).

¹⁾ Der „Ami des lois“ war uns leider nicht zugänglich. Der Autor, auf den Gysendörfer anspielt, ist wieder P. Ochs; vgl. Anm. 4, p. 45.

²⁾ Die Anspielung auf Russland ist ein Hieb gegen LaHarpe, dem früheren Erzieher der russischen Grossfürsten und russischen Obersten; dieser sollte aber seinem Rivalen Peter Ochs zuvorkommen und ihn bald aus dem Direktorium verdrängen (vgl. Anm. 1, p. 39).

³⁾ Gysendörfer hat offenbar Ochs als den Autor der Proklamation und des Artikels im „Ami des lois“ im Verdacht, was schon die Anspielung auf den tarpeischen Felsen klar macht (vgl. oben Brief vom 26. Januar 1799). Er sieht seinen Sturz voraus.

⁴⁾ Siehe Anmerkung 2, p. 33.

⁵⁾ Zwei Tage vorher hatte Dr. Joh. Rud. Suter, von Zofingen, im Helvetischen Grossen Rat ausgerufen: . . . „Glänzt nicht schon in diesem Augenblick nahe an unsren Grenzen die Morgenröte der Freiheit in Schwaben, die bald ins hellste Licht aufflammen wird? Und wem anders als den deutschen Weisen hat man es zu verdanken, daß die Strahlen der Freiheit . . . nun bald auch in Deutschland wohltätig wirken können, und wahrscheinlich benutzen die Schwaben zuerst diesen seligen Augenblick! . . .“ (Strickler: Helvetik III, p. 1084 und 1085). Bald darauf beklagte sich übrigens der Markgraf von Baden beim helvetischen Direktorium über revolutionäre Umtreibe, die besonders von Basel ausgingen (s. Strickler: Helvetik III, p. 879 sub. 58; vergl. auch ibid. p. 1249, sub 7).

⁶⁾ Joseph Mengaud, von Belfort, der, zuerst als Kommissär des Direktoriums und dann als Geschäftsträger von Oktober 1797 bis Juli 1798 die Revolutionierung der Schweiz inszeniert hatte.

Revolutionsapostel sind in Stuttgart und im württembergischen verstreut; ein böses Omen für den Herrzog.

Auch Constanz ist, laut sichern Nachrichten, zur neuen Ordnung der Dinge reif, und erwartet mit Ungedult die Franzosen; es sind nur 50 Mann Kayserliche da.

Die Carnavals Scene hat mich herzlich lachen machen. Unsere alten Oligarchen werden sich hingegen recht geärgert haben?¹⁾

Nun muß ich abbrechen um einer Sitzung beizuwohnen

D. G.

9. D. Gysendörfer an S. Ryhiner.

(Luzern) Freitag Morgens den 26^{ten} April 1799.

Ungemein hat es mich gefreut, werther Freund, aus deinem Brief vom 24 dieses zu ersehen, daß eure Lage in Hinsicht auf den nächsten Feind wiederum beruhigend ist; der Embarras, so das Hauptquartier verursacht, werdet Ihr hoffentlich bald los werden, indem dasselbe nächstens nach Zürich verlegt werden soll.²⁾ Unterdessen, weil Euer Los doch dermalen ist, Einquartierung zu haben, so danket Gott Franken zu beherbergen und bittet ihn, Euch vor Schweizer Truppen und sonderheitlich vor Zürchern zu bewahren. Wir hatten deren seit 14 Tagen ungefähr 1200 in der Stadt und hiesigem Canton, und wenn man von diesem Müsterchen auf das Ganze schliessen soll, so kommen wir wieder ziemlich

¹⁾ Was diese Karnevalszene war, konnte nicht festgestellt werden. Eine Kundmachung des Unterstatthalters von Basel vom 1. Februar 1799 hatte sogar „alle sogenannte Umzüge und Verkleidungen jedermann, groß und klein, ernstlich“ . . . untersagt. Die Basler liessen sich aber offenbar ihr Fasnachtsvergnügen auch nicht von einem helvetischen Beamten nehmen. (St.-Arch. Basel: Straf- und Polizeiakten F. 9, Fasnacht — 1546—1840). Oder war etwa das am 5. Februar 1799 von der Truppe des Schauspielchörellers Illenberger gegebene „Faschingsstück“: „Evakathel und Schnudi, Musik von der Prinzessin Evakathel“, eine gegen die Aristokraten gerichtete Gelegenheitsposse? (Siehe unten Anm. 5, p. 50).

²⁾ Massena hatte seit anfangs April sein Hauptquartier in Basel aufgeschlagen (s. Strickler: Helvetik IV, p. 48 sub 24^a); am 2. Mai verlegte er es nach Zürich (s. Monnard: „Geschichte der Eidgenossen.“ Deutsche Ausgabe, 3. Teil, p. 279).

nahe dem Naturstand. Bauern in Uniformen, ohne die mindeste Tapferkeit und Disciplin, welche die Freyheit in Zügellosigkeit und Plündern bestehen machen und Chefs ohne Talente, ohne Einsichten und Ehre, welche dem Fressen, Saufen, Rauben und Kirchenentweihen gleichgültig zusahen und mitunter Theil daran nahmen, diß sind, lieber Freund, die Helden, deren Muth und Patriotismus in Zeitungen und an Behörden so hoch gepriesen wird und die das Vaterland retten sollen.¹⁾ Glaube nicht, daß ich die Sache übertriebe; es ist Wahrheit — lautere Wahrheit und leyder sind die Vertheidiger der Constitution in andern Cantonen nicht viel besser; auch die Lemannen sollen im Freyburger Gebiet übel gehauset und geplündert haben;²⁾ eine schöne Art um Ruhe und Ordnung wiederherzustellen! —

¹⁾ Anlässlich der Unruhen bei Sursee hatte das Direktorium am 11. April Miliztruppen aus dem Kanton Zürich kommen lassen (s. Strickler IV, p. 173 sub 7). Von den 1640 Mann, die am 17. April im Felde standen, werden 600 als Zürcher angegeben, Lemannen 75, Luzerner 77, Obwaldner 29, die übrigen waren meist Franzosen (s. ibid., p. 179 sub 34). „Bei den Truppen sei einiger Mangel eingetreten . . . was sie verstimme; die Vernachlässigten plagen die Einwohner, ziehen in die Wirtshäuser, essen und trinken ohne etwas zu zahlen“ (ibid. Bericht des helv. Kommissärs Aerny an das helv. Direktorium.) Nichtsdestoweniger bezeugte das helv. Direktorium den Zürchern seine „völlige Zufriedenheit“ (ibid., p. 181 sub 44).

²⁾ Von den zur Unterdrückung der Unruhen im Kanton Freiburg gesammelten Truppen, welche Tillier auf 4000 Mann schätzt (Helvetik I, p. 268), rückten am 17. April 1100 Mann aus; diese bestanden aus 2 französischen Kompagnien, 2 Kompagnien besoldete Lemannen (stehende Truppe), 2 Kompagnien Lemanner Eliten, der Elite von Avenches, Greyerz, Romont, Rue, einer Kompagnie Schützen von Aigle und einer Anzahl Kanoniere unter dem Kommando des von General Schauenburg entsandten Chef de bataillon Henry von der 57. Halbbrigade (s. Strickler IV, p. 135 sub 24). „Il y a eu quelques débandés qui se sont permis de remplir les places vides de leurs havresacs . . .“ schreibt am 20. April der helv. Kommissär Gapany an das helv. Direktorium (ibid., p. 136). Der französische Kommandant, Henry, hatte tags zuvor einen deutlicheren Tagesbefehl erlassen: „Le commandant en chef de la force armée voit avec peine que les ordres qu'il a donnés pour respecter les propriétés ne sont point suivis et que des soldats se permettent de piller journallement; en conséquence il ordonne de nouveau ce qui suit: 1^o Tout individu faisant partie de la force armée qui sera trouvé à piller ou voler ou qui sera reconnu l'avoir fait, sera sur-le-champ arrêté et conduit en prison à Fribourg pour être livré aux tribunaux militaires. 2^o Il est pareillement défendu de troubler le peuple dans l'exercice de sa religion . . . 3^o Il est défendu à tout militaire de quitter son poste et de s'écartier du lieu de son

Mittlerweile trägt sich hingegen zu, daß an der Grenze, welche doch durch einen breiten nicht leicht zu passierenden Strom von feindlichem Eindringen gesichert ist, unsere Eliten bey unbedeutenden Canonaden rechtsum kehrt machen und über Hals und Kopf auf und davon laufen.¹⁾ — Der denkende Mensch, wenn er sich das bischen elende Leben nicht noch gar verbittern will, thut sehr wohl, nicht hinter den Schleier der Zukunft zu blicken.

Du fragst mich, lieber Freund, ob wir noch keinen Kriegsminister haben? Nein ist die Antwort und man spricht sogar im Augenblick, wo die Republik 20,000 Mann auf den Beinen hat, auch nicht einmal davon. Ein solcher Minister muß ganz besondere Eigenschaften besitzen um angenehm erfunden zu werden.²⁾

Im grossen Rath ist eine Commission niedergesetzt worden, welche einen Modum vorschlagen solle, wie das Directorium bey dem künftigen Austritt eines Direktoren ziechen müsse; man will allen Arrangemens zuvorkommen oder sie vereiteln.³⁾

cantonement avec ses armes . . .“ (ibid., p. 135 sub 23). — „Am Samstag den 13. d. (April) läutete der Sigrist Feierabend in der Pfarrkirche von Ueberstorf; da kam ein Ritter, Mosburger (recte Moosbrugger) genannt, ein Handelsmann von Freiburg, begleitet von andern Reutern, setzte dem Sigrist die Pistolen auf die Brust und drohete, ihn zu erschießen . . . Diese Reuter nahmen die Kirche ein, also daß in derselben am Sonntag kein Gottesdienst . . . konnte gehalten werden Diese Reuter haben den Mutwillen so weit getrieben, daß sie das Weihwasser geschändet und auf den Kirchhof ihren Koth gelegt haben“ (ibid., p. 139 sub 27 b, Bittschrift der Gemeinden Düdingen, Bösingen und Winnewyl).

¹⁾ Am 17. April liefen die Zürcher Milizen, die den Rheinübergang bei Eglisau hätten hüten sollen, bei den ersten Kanonenschüssen der Kaiserlichen in panischem Schrecken auseinander (s. Oechsli I, p. 232; Strickler IV, p. 192. H. Zeller-Werdmüller: Aus zeitgenössischen Aufzeichnungen, p. 26 und 35 in „Vor hundert Jahren“ Zürich 1899).

²⁾ Da Rud. Burckhardt (1764—1841, früher in französischen Diensten) General-Inspektor des Kantons Basel, dem Mitte April das Kriegsministerium angeboten wurde, sich weigerte, dasselbe anzunehmen, so wurde Lanther, von Freiburg, bisher Sekretär des Ministeriums, interimistisch mit dessen Leitung beauftragt. Der aus sardinischen Diensten zurückkehrende General Bachmann schien diese Stelle zu wünschen (Tillier: Helvetik I, p. 312).

³⁾ Es handelt sich wohl eher um den Senat, der damals die Verfassungsrevision behandelte, als um den Grossen Rat, dem sie erst im Juli unter-

Die sieggewohnten Franken stehen freilich hinter Mantua; das Hauptquartier ist in Brescia. — Man will wissen, daß eine grosse Unordnung bey dieser Armee herrsche.¹⁾

Herzog von Effingen, welcher sich wegen der Vereinigung mit Bündten als Commissair daselbst befindet,²⁾ macht eine äusserst traurige Schilderung von dem Zustand dieses unglücklichen Landes.³⁾ Rapinat ist dorten!⁴⁾

Behaltet nur immerhin euren Illenberger in Basel drunter; es fehlt hier weder an Comedie noch an Tragödie.⁵⁾

breitet wurde. Nach dem Senatsvorschlag sollte das Los unmittelbar vor der Wahl entscheiden, welchem Rat der Vorschlag und welchem die endliche Wahl zukomme. (Strickler IV, p. 1331 sub 83, p. 1346 sub 24. — Hilty: „Vorlesungen über Helvetik“, p. 324 ff.).

¹⁾ Der am 5. April durch die Oesterreicher unter General Kray bei Magnano geschlagene französische General Schérer führte sein stark demoralisiertes Heer hinter den Mincio zurück und gab am 12. April den Befehl zu weiterem Ausweichen gegen den Oglia (s. Sybel 5, p. 305).

²⁾ Am 13. April waren Senator Joseph Schwaller und Repräsentant Johann Herzog „von Effingen“ zu Regierungs-Kommissären behufs Erzielung der Vereinigung Bündens mit der helv. Republik ernannt worden. (Strickler IV, p. 243.)

³⁾ Siehe Auszug aus dem Bericht Herzogs vom 22. April bei Strickler IV, p. 268, sub 4.

⁴⁾ Jean Jacques Rapinat, Schwager des Direktors Reubell, der als Plünderungsagent in Helvetien so berüchtigte französische Kommissär.

⁵⁾ Ferdinand Illenberger war ein Schauspieldirektor, der sich als österreichischer politischer Flüchtling gab. Auf Bewilligung der Munizipalität kam er mit seiner Gesellschaft nach Luzern, die gesetzgebenden Räte aber „in Erwägung, da in einem Augenblick wie der gegenwärtige nicht schicklich sei, öffentliche, dem Schweizer beinahe fremde Schauspiele zu geben“ beschlossen am 16. Mai: „Es soll in diesem Zeitpunkt keine Schaubühne in der Republik eröffnet werden.“ (Strickler IV, p. 544.) Am 22. August 1800 schrieb Illenberger über diesen Vorfall an die Munizipalität von Basel: „Es liegt Ihnen vielleicht im Angedenken, daß ich zu einer Zeit in Luzern um Bewilligung meine Schaubühne dort zu öffnen anhielt, wo ein feindlicher Genius das glückliche Helvetien auf's härteste beunruhigte und daher ganz natürlich der tobende Mars die lachende, muntre und dabey doch belehrende Thalia verdrängte und mir daher die Eröffnung meiner Schaubühne untersagt ward.“ (St.-Arch. Basel: Straf- und Polizei-Akten F. 10. Theater 1798—1803). In Basel war Illenberger ein alter Bekannter. Wir finden ihn schon im Jahre 1784 (ibid. Ratsprotokoll 1. Mai 1784) und er kam nachher noch in den Jahren 1800 und 1801 mit seiner Truppe dorthin (ibid. Polizeiakten. F. 10 Theater 1798—1803). Am 5. Februar war z. B. sein Programm: „Der Postzug oder die noblen Passionen“, Lustspiel in zwei Aufzügen von

Heute in der Nacht ist wiederum ein Bataillon Franken nach dem Canton Waldstetten aufgebrochen; es spuckt dort wieder in einigen Köpfen und man thut sehr wohl, dem Ausbruch zuvorzukommen.¹⁾ General Nouvion befindet sich in Luzern und commandiert die fränkischen Truppen im Inneren.²⁾

Die hiesige Litterarische Gesellschaft ist seit den critischen Umständen in Stecken gerathen; ich denke, daß es mit der eurigen eine ähnliche Bewandnuß habe. — Ewig schade dafür. —³⁾

Was lebt euer Statthalter; siehst du ihn zuweilen? In diesem Fall bitte ihn meinerseits freundlichst zu grüßen.⁴⁾ Ich habe ihm vor einiger Zeit wegen meinen abwesenden Brüdern zugeschrieben; seither meldet mir meine Mutter, daß ihrentwegen wiederum eine Anfrage geschehen; ich hoffe doch, daß man sie in Hamburg in Ruhe lassen werde.⁵⁾

Steht Freund B. mit seinem Bruder nicht gut, daß er ihm nicht schreibt?⁶⁾

Hr. von Ayrenhofer, und „Evakathel und Schnudi“, ein Faschingsstück; die Musik von der Prinzessin Evakathel (Jak. Christ-Pack, Chronik III A, p. 195 und 196. Manuskript Univ.-Bibliothek Basel).

¹⁾ Seit Ende März war die Aufruhrbewegung im Kanton Waldstätten fühlbar (s. Strickler IV, p. 323 ff.). Am 26. April, dem Datum dieses Schreibens, schlugten auch die Urner los (s. auch Oechsli I, p. 233 ff.; Tillier: Helvetik I, p. 272 ff.). Die französischen Verstärkungen kamen zu spät an, um das Niedermachen kleiner Garnisonen zu verhindern, so namentlich in Schwyz (sog. Hirthemdlikerieg).

²⁾ General Nouvion war seit dem 22. April in Luzern (Strickler IV, p. 328, sub 16 b).

³⁾ Siehe oben Briefe Gysendörfers vom 7. und 20. Januar 1799 und Anmerkungen.

⁴⁾ Lic jur. Joh. Jakob Schmid von Basel, Regierungsstatthalter des Kantons Basel seit 23. April 1798 (s. Einleitung).

⁵⁾ Um diese Zeit machte die helvetische Regierung verzweifelte Anstrengungen, ihre Militärmacht zu erhöhen; schon ein Gesetz vom 3. Dezember 1798 setzte den aus dem Lande gezogenen Militärflichtigen eine sechswöchentliche Frist zur Heimkehr (Strickler III, p. 708); Regierungsstatthalter Schmid witterte bei Gysendörfers Brüdern offenbar auch fahnenflüchtige Absichten, doch liess sich nichts über diesen Fall finden.

⁶⁾ Der einzige Bruder des „Freundes“ Joh. Burckhardt-Gemuseus, der hier in Betracht kommen kann, ist Gedeon B. (1774—1848), dritter Sohn des J. R. Burckhardt vom Kirsgarten, seit 28. Februar 1798 Johanns einziger Associé

Im Canton Sentis ist die ganze Verwaltungscammer auf Befehl des Directorium aufgehoben und arretiert worden; es waren doch sogenannte gute Patrioten darunter; sie haben in der alten Firma Gedeon Burckhardt (St.-Arch. Basel: Handel und Gewerbe K. 3, II), der, an der Meuterei des Basler Bataillons am 30. März 1799 beteiligt, sich durch Flucht der Verhaftung entzog und später bei den Schweizertruppen in englischem Sold als Adjudant des Generals Bachmann diente (s. F. Burckhardt: „Die Schweizer. Emigration“, p. 494). Wann Gedeon B. Dienst nahm und ob er schon den Feldzug in der Schweiz im Jahre 1799 mitmachte, lässt sich schwer feststellen; er wird von F. Burckhardt loc. cit. nicht unter den damaligen Offizieren erwähnt (s. p. 197, 305, 441). Im Familienarchiv findet sich ein Brief von ihm an seine Schwägerin Burckhardt-Gemuseus vom 18. Oktober 1799 aus Frankfurt und eine Reihe Briefe an seinen Bruder, deren erster, vom 5. Dezember 1799 ebenfalls aus Frankfurt a./M. datiert, die Nr. 21 trägt; er schreibt darin: „Gestern früh gieng mein Nr. 20 an Dich ab und Abends um 10 Uhr erhielte Dein Nr. 4 part^r und Nr. 2 von Handlung . . . Aus meinem Nr. 19 part^r und Nr. 1 an Handlung wirst Du das Ende meines Geschäfts mit Görtz ersehen haben . . .“ Es ergibt sich hieraus, dass Gedeon B. erst vor Kurzem mit der Firma korrespondierte (Nr. 2), dass er oft privatim an seinen Bruder geschrieben (20 Briefe), von diesem aber wenig Mitteilungen erhalten hatte (N. B. Diese früheren Briefe sind uns nicht erhalten). Im gleichen Briefe vom 5. Dezember schreibt er weiter: „Meine Verhältnisse mit der jetzigen helvetischen Regierung sind so, daß ich, bevor ein fester Friede geschlossen ist, nicht wieder nach Hause komme; denn bey einem blosen Waffenstillstande müßte, wenn es mir auch gestattet würde zurückzukommen und wenn auch mein Betragen noch so vorsichtig wäre, beständig in Aengsten leben und immer auf dem Sprung seyn, bey einem neuen Bruch wieder verreysen zu müssen . . .“ In seinen selbstgeschriebenen Personalien endlich sagt Gedeon B.: „. . . ich machte zwey Feldzüge als Offizier beym Schweizer Regiment Bachmann in englischen Diensten und rechne diese Epoche meines Lebens zu den glücklicheren . . .“ Es liegt daher die Vermutung nahe, dass Gedeon B. möglicherweise nicht in offizieller Stellung und nur als Begleiter seines Vaters den Feldzug in der Schweiz mitmachte und nach der zweiten Schlacht bei Zürich sich ins Ausland begab. Er weilte dann in Deutschland und widmete sich zeitweise seinen Geschäften; im Februar 1800 war er in Leipzig und focht ein Duell aus, wobei er verwundet wurde; die Ursache des Zweikampfes wird nicht angegeben; er schreibt nur: „. . . ich mußte mich schlagen und von den vier erhaltenen Wunden ist jene (an der Hand) so mich am Schreiben hindert, die welche am schwersten zu curiren ist . . .“ (Brief vom 12. Februar 1800). Die Briefe Nr. 28 bis 35 fehlen und in Nr. 36, vom 26. November 1800, schreibt Gedeon B. aus Nauders, als Offizier beim Schweizer-Emigrantenkorps, bei welchem er als Oberlieutenant und Adjudant des Generals Bachmann bis im Frühjahr 1801 verblieb, um im Juni gleichen Jahres begnadigt nach Basel zurückzukehren (F. Burckhardt cit. Anm. 627 und Abschiedszeugnis von General Bachmann d. d. Brixen, 17. Januar 1801, Kopie, Privatbesitz). Die Vermutung, die F. Burckhardt loc. cit. aufstellt, Gedeon

im Closter auf Kosten der Nation gezecht und sonst übel gehauset.¹⁾)

Nachmittags um 5 Uhr.

Die heutige italiänische Post ist noch nicht hier. — Gestern hat der Senat den Beschuß wegen der Kriegssteuer angenommen.²⁾ — Leb wohl, lieber Freund; Gruß und Empfehlung an B. und Frau.³⁾

Wir haben einen Raben aus der Arche fliegen lassen, der erst wieder heimkommt und mitbringt, daß die italiänische Post angelangt seye. Particular-Briefe sprechen unbestimmt von immerwährenden Gefechten, die nicht decisif seyen. Man will nicht recht mit der Sprache heraus; also ehender schlechte Berichte als gute.⁴⁾

(Ohne Unterschrift.)

B. sei vielleicht mit einem „Burcard“ identisch, der anfangs Dezember 1800 als britischer Kommissär im Hauptquartier des Herzogs Wilhelm von Bayern auftritt, ist kaum zutreffend; Gedeon B. schreibt von Nauders, dem Standquartier Bachmanns, an seinen Bruder Johann unterm 26. November und 21. Dezember 1800; in letzterem Schreiben meldet er den Abmarsch des Korps für den folgenden Tag nach Kärnthen an. Der nächste Brief ist von Brixen, 8. Januar 1801, dadiert. Wenn nun auch Gedeon B. sozusagen gar nichts über seine militärische Tätigkeit meldet, so hätte er doch einen Wechsel in Stellung und Adresse angezeigt. —

¹⁾ Am 22. April verfügte Kuhn, als Regierungskommissär bei der Armee, in Befolgung eines Auftrages des helvetischen Direktoriums vom 19., die Absetzung und Verhaftung der Mitglieder der Verwaltungskammer des Kantons Sentis „wegen Dilapidation des Nationaleigentums.“ An der Spitze der Kammer stand der bekannte Anführer der Revolutionspartei in St. Gallen, Küenzli, die andern Mitglieder waren Haubtli, Wirth, Lendemann und Walder. Die Dilapidation betraf hauptsächlich das Klostergut; die sämtlichen Vorräte im Kloster wurden daraufhin inventarisiert (s. Strickler IV, p. 282 ff.).

²⁾ Am 25. April hatte der Helvetische Senat das am 24. vom Grossen Rat beschlossene Gesetz angenommen, nach welchem diejenigen Bürger, „welche sich durch offenbar erwiesene Thatsachen der Empörung in ihren Gemeinden widersetzen, nicht die Last (d. h. die verdoppelte oder verdreifachte Kriegssteuer) mit denjenigen tragen müssen, welche entweder durch thätliche Theilnahme oder durch eine strafbare Gleichgültigkeit Theil an diesem Verbrechen nahmen.“ (Strickler IV, p. 296 sub [1].)

³⁾ Johann Burckhardt-Gemuseus.

⁴⁾ Siehe Anm. 1, p. 50.

(Auf einem kleinen Nebenblatt.)

Melde mir doch, lieber Freund, und das mit ruckgehender Post, was von deiner Seite oder von Seiten Freund Burckhardts mit dem Bürger-Statthalter oder sonst mit jemand mag geredt worden seyn, aus Anlaß der wohlgemeynten Anzeige, die ich dir in Betref des Briefs von Burckhardt Vater gemacht habe. Das Directorium weist, daß ich ein Wort darüber geschrieben und Bürger Director Ochs hat mir sagen lassen, daß ich wohl thäte meine Correspondenz mit Freund B. zu unterbrechen, er seye surveilliert; das ist ihm herausgewischt; deßwegen auch bediene ich mich dieses Nebenblättchens, weil ich meinen Freund nicht unruhig machen will.¹⁾

¹⁾ Vgl. Anm. 6, p. 51. Es wurde in jener Zeit besonders eifrig auf die schweizerischen Emigranten und ihre Korrespondenten gefahndet, Briefe abgefasst etc. (s. Felix Burckhardt: „Die schweizerische Emigration 1798—1801“, p. 120ff.). Peter Ochs hatte sich gegen Joh. Rud. Burckhardt vom Kirsgarten stets sehr gehässig gezeigt (s. Anm. 1, p. 26, Anm. 1—4, p. 45 und Anm. 1, p. 46) und hoffte offenbar durch Ueberwachung von dessen Sohn Johannes Burckhardt-Gemuseus ihm beizukommen. In der Korrespondenz von Vater und Sohn, die übrigens damals auf gespanntem Fusse zu einander standen, findet sich aus dieser Zeit im Familienarchiv nur ein kurzes Billet an den Sohn und ein gleichzeitiger Brief an die Schwiegertochter vom 11. Januar 1799 aus Wangen (im Allgäu) datiert, welche aber nichts Kompromittierendes enthalten. Unter dem Brief von Burckhardt Vater, auf den hier angespielt wird, ist wohl ein Schreiben gemeint, welches letzterer unterm 4. Oktober 1798 von Wangen aus an das helvetische Directorium gerichtet hatte, in Beantwortung eines von Ochs unterschriebenen Direktorialbeschlusses vom 20. September 1798, welcher Burckhardts Vermögen mit provisorischem Sequester belegte. Die einleitenden Motive zu diesem Beschlusse lauten: „Das Vollziehungsdirectorium, erwägend daß der Bürger Burckhardt vom Kirschgarten Vater aus Basel sich bey der Ablegung des Bürgereides nicht eingefunden habe und schon seit langer Zeit an den Grenzen der Republik in genauer Verbindung mit Personen steht, deren Absichten sehr verdächtig sind; erwägend, daß zu besorgen sey, er möchte sein Vermögen außer Landes ziehen und dadurch nicht nur seine Kinder desselben berauben, sondern es sogar zur Störung der Rube in Helvetien verwenden; beschließt etc.“ Die Antwort Burckhardts auf diese Verfügung lautete: „Bürger-Directoren. Niemand wird es befremdend finden, daß ich bey gegenwärtigen Zeitumständen den Boden meines Vaterlandes nicht wieder betrete und am allerwenigsten kan dieses dem Directorium zu Lucern auffallend scheinen, da selbes von den Beweggründen genau unterrichtet seyn muß, welche diese Entfernung, wider meinen Willen, von mir heische. — Ungern zwar rufe ich mir die erlittenen Verfolgungen und ungerechte Bedrückungen zum Gedächtniß, allein es ist nothwendig dem Direc-

Stelle dir aber nicht vor, daß ich mich deßwegen compromittiert glaube; diß ist gar nicht der Fall und ich setze mich auch gänzlich darüber hinaus. Es importiert mir jedoch den Hergang dieser Sache zu wissen; ich kan dadurch vielleicht etwas mehr Menschenkenntnuß lernen und Euch gewisse Vermuthungen und Bemerkungen auch mittheilen.
— Schreib mir also klar und deutlich hierüber.

(Ohne Unterschrift.)

10. D. Gysendörfer an S. Ryhiner.

(Luzern) Montag Abends den 6^{ten} May (1799).

Deinen Brief vom 4^{ten} dieses erhielt ich, lieber Freund, zwar richtig aber erbrochen; ein gleiches ist meinem Vater mit dem seinigen ergangen. Daß man sie hier nicht öfnet, bin ich gewiß, indem sie mir sogleich nach Ankunft der Diligence verabfolgt werden, folglich muß es in Basel ge-

torium dadurch zu beweisen, daß ein rechtschaffener Mann, der, selbst in jenen glücklichen Zeiten, da sein liebes Vatterland die alte gute Verfassung hatte und in dem Genusse der ächten Freyheit war, das Opfer der Mißgunst, des Neides und eines persönlichen Hasses seyn mußte, daß ein solcher Mann, sag ich, nunmehr da die Stimme der Gerechtigkeit weniger als jene der privat Rache erhört wird, den Freuden entsagen muß, in dem Schoße des Vatterlandes und im Zirkel der Seinigen zu leben. — Was meine dermahlige Verbindung mit Personen betrifft, deren Absichten das Directorium verdächtig nennt, darüber will ich mich nicht im geringsten erklären, um so weniger, als mir der eigentliche Sinn dieser Ausdrücke ganz unbekannt ist. Indessen kann ich das Directorium versichern, daß ich mir mit dem edlen Bewußtsein schmeicheln darf, daß ich noch mir eben so als sonst den Nahmen eines wahren, biedern Schweitzers in vollem Verstand und mit allem Ruhm behauptete und daß ich nur von jenen Grundsätzen beseelt bin, die das wahre Wohl meines unglücklichen Vatterlandes bezwecken und von welchen eigentlich jeder ächte Schweizer durchdrungen sein sollte. — Wehe also denjenigen, die sich von dem schimmernden Eigennutz blenden ließen und sich des Gegentheils schuldig machen. — Dies ist alles, Bürger-Directoren, was ich auf Ihren Beschuß vom 20. September, welcher mir durch meine Famille zugestellt wurde, zu erwiedern habe.“ (Nach Kopien in Privatbesitz.) Am 1. Februar war sodann vom Directorium eine Proklamation erlassen worden, welche das Volk vor den Umtrieben der Schweizer-Emigranten warnen sollte (Strickler III, p. 1009—1011), worin es heisst: „. . . . endlich ein Burckhardt im Kirschgarten, auch von Basel, der, der heilig versprochenen Neutralität zuwider, auf die treuloseste Weise den Feinden Frankreichs den Brückenkopf zu Hüningen in die Hände spielen wollte . . .“ (vgl. Anm. 3 und 4, p. 45).

wesen seyn. Ich enthalte mich hierüber aller Bemerkungen; allerdings aber ist es ärgerlich, dass Postbeamte ehender den Inhalt der Briefe wissen sollen als diejenige, an welche sie adressiert sind und auf eine solche wiederrechtliche Art zu unsren Vertrauten aufgedrungen werden.

Von Uri kan ich dir noch gar nichts melden, so sehr dich auch Nachrichten von da wegen deinen dorten liegenden Waaren interessieren müssen. Es wird schwer halten, denen Insurgenten beyzukommen; das sogenannte Urner Loch haben sie verramelt, von Bündten aus ist es auch nicht mehr möglich, da unsere Allierten wahrscheinlich vorgestern dieses Land verlassen haben, um eine bessere Stellung in der Schweitz zu nehmen; also bleibt unsren Truppen kein anderer Weg offen, als die Seeseite, und da ist denn eine Landung immer ein sehr ungewisses Unternehmen.¹⁾ Sobald ich aber von da etwas zuverlässiges vernehmen werde,

¹⁾ Die österreichischen Generäle Hotze und Bellegarde hatten auf Ende April die Wiedereroberung Graubündens und einen Vorstoß in die Urkantone verabredet. Die Kunde davon rief in den Gebirgskantonen einen Aufstand hervor. Am 26. April schlugen die Urner los; die Posten der Franzosen in Erstfelden, Attinghausen, Bürgeln wurden niedergemacht oder nach Flüelen auf die Schiffe gejagt (s. Oechsli I, p. 233). Dass Rhiner, der Indienne-fabrikant war, wenn er in Uri Waren liegen hatte, um dieselben besorgt sein konnte, zeigt der Umstand, dass dann am 8. Mai die Aufständischen im Kampfe gegen General Soult in Flüelen sich hinter Waren verschanzt hatten (Strickler IV, p. 495, sub 9), und am 12. ihre Lager bei Hospital mit Seiden- und Baumwoll-Ballen verschanzten; von Amsteg berichtet der Regierungskommissär Kaiser am 11., er habe fünf Magazine besichtigt „alle in traurigem Zustande, die meisten Ballen geöffnet, die Waaren zerstreut, z. Teil verborben oder entwendet“; am 12. befahl Soult dem Kommandanten in Altdorf „die Kaufmannsgüter nicht veräussern und verderben zu lassen.“ Auch hier werden die Lemanner und Zürcher als die Haupturheber von Diebstählen bezeichnet (s. oben Brief vom 26. April und Anm. 1 und 2, p. 48. — Strickler IV, p. 497, sub 17 und 18). Soult musste wirklich den Angriff von der Seeseite her unternehmen und schiffte sich zu diesem Zwecke am 8. Mai in Brunnen ein (s. Oechsli I, p. 235). Aus Graubünden hatten sich indessen die Franzosen noch nicht zurückgezogen; General Ménard, der dort kommandierte, hatte sofort vom Aufstande Kunde erhalten, konnte aber nicht eingreifen, weil er sich nicht stark genug fühlte (s. Strickler IV, p. 271, sub 12). Doch hätte der am 1. Mai ausgebrochene Aufstand in Verbindung mit den österreichischen Angriffen auf das Engadin, am 30. April, einerseits, und die Luziensteig, am 1. Mai, andererseits die Franzosen zum Rückzug bringen können, wenn nicht General Ménard den Angriff Hotzes auf Luziensteig abgeschlagen

so kannst du sicher darauf zählen, daß ich dir es sogleich mittheilen werde.

Da deine Anhänglichkeit an die jetzige Ordnung der Dinge und deine Liebe zum Vaterland auch von denen, so überall Gespenster zu sehen glauben, nicht bezweifelt werden können, so mache ich mir kein Bedenken dir fernes zu schreiben, weil ich überzeugt bin, daß du meine Berichte, so wiederwärtig sie auch lauten dürften, niemanden communicieren sondern für dich behalten wirst; man würde uns daher mit Unrecht den Namen von Allarmisten zueygnen.

In Wallis geht es schlimm; die Rebellen vermehren sich und Buxtorf hat sich nach einem hitzigen Gefecht mit seinen Leuten zurückziehen müssen.¹⁾

Gewiß ist unsere gegenwärtige Lage wieder sehr critisch, wir wollen aber auf die Vorsehung vertrauen.

Leb wohl, lieber Freund etc.

(Ohne Unterschrift.)

11. D. Gysendörfer an S. Ryhiner.

(Luzern) Dienstag Abends den 8^{ten} May (1799).

Die Lage unseres lieben Vaterlandes, mein werther Freund, ist nicht mehr so gefährlich und critisch als es vor etlichen Tagen den Anschein hatte. Laut gestern eingegangenen officiellen Berichten haben sich die Oestreicher in Bündten wieder zurückgezogen und die provisorische Regierung, welche sich nach Ragatz geflüchtet hatte, hat sich neuerdings nach Chur begeben. Da dieser Rückzug

hätte (s. Oechsli I, p. 234). Erst am 14. Mai wurden dann die Franzosen wirklich aus Graubünden hinausgedrängt (ibid., p. 238; Tillier: Helvetik I, p. 287).

¹⁾ Johannes Buxtorf, von Basel, helvetischer Senator, war am 4. April zum Regierungskommissär bei der helvetischen Armee im Wallis ernannt worden (s. Strickler IV, p. 103). Dort traten am 22. die Oberwalliser unter Waffen, da sie sich weigerten, gegen den Kaiser zu ziehen und Buxtorf im Unterwallis Truppen gegen sie zusammenzog; am 2. und 5. Mai schlugen die Oberwalliser die Regierungstruppen bei Siders und Riddes in die Flucht und brachten das Tal bis Martigny in ihre Gewalt; sie wurden erst Ende Mai und anfangs Juni von den Franzosen zurückgeschlagen, doch blieb die oberste Talstufe einstweilen in der Hand der Oesterreicher, die dort dem General Xintraillies entgegentraten (s. Oechsli I, p. 236; s. die Berichte Buxtorfs vom 2. und vom 6. Mai bei Strickler IV, p. 462, sub 21 und p. 464, sub 27).